

Août 1997



CONFERENCE

Vingt-neuvième session

Rome, 7-18 novembre 1997

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION
ET DE L'AGRICULTURE

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes
SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	1 - 50
PRODUCTION ANIMALE ET VEGETALE EN 1996	1 - 7
PENURIES ALIMENTAIRES ET SITUATIONS D'URGENCE	8 - 17
DISPONIBILITES CEREALIERES MONDIALES: BILAN ET PERSPECTIVES	18 - 21
ASSISTANCE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE	22 - 27
FLUX D'AIDE ALIMENTAIRE	28 - 30
COURS INTERNATIONAUX DES PRODUITS AGRICOLES	31 - 39
PRODUITS DE LA PECHE: CAPTURES, UTILISATIONS ET ECHANGES	40 - 45
PRODUCTION ET COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS	46 - 50
LE POINT SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE	51 - 60

W/W
590
6/£
t -
F.9
25

I. SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

A. PRODUCTION ANIMALE ET VEGETALE EN 1996

1. Les premiers chiffres de la production animale et végétale de 1996 font prévoir un taux de croissance mondial de 2,6 pour cent, à peine plus que les 2,4 pour cent de 1995. Mais alors que le taux moyen de 1995 masquait une expansion très dynamique dans le monde en développement et une contraction dans les pays développés, la croissance de 1996 a été plus équilibrée entre les deux groupes de pays; elle a beaucoup ralenti dans le monde en développement, où elle s'est établie à 2,9 pour cent contre 5,2 pour cent en 1995, 5 pour cent en 1994 et 4 pour cent en 1993, tandis qu'elle a repris dans les pays développés, où elle a atteint un taux moyen de 2,4 pour cent, alors qu'elle avait fléchi de 1,9 pour cent en 1995.

3. L'expansion dans les pays développés est due principalement à la reprise en Amérique du Nord, où les intempéries avaient fait beaucoup baisser la production en 1995. Aux Etats-Unis, on estime que la production, qui avait chuté de 6,1 pour cent en 1995, a remonté de 5,5 pour cent, rattrapant presque tout le terrain perdu. En particulier, la production végétale a fait un bond de 15,3 pour cent après la chute de 12,1 pour cent de 1995; elle est toutefois restée inférieure de quelque 5 pour cent au niveau record de 1994. Au Canada, la production agricole, poursuivant sur sa lancée, a encore augmenté de 3,1 pour cent. Dans l'Union européenne, où elle baissait depuis trois ans, elle a remonté de 3,1 pour cent. Elle a aussi augmenté en Australie (+4,5 pour cent) et en Nouvelle-Zélande (+2,7 pour cent), mais elle a baissé au Japon (-1,9 pour cent).

5. Dans les pays en transition, la baisse de la production, qui avait marqué un palier en 1995, a repris en 1996, mais à un rythme plus modéré: -1,9 pour cent. La baisse est principalement imputable aux pays en transition d'Europe orientale (où, après avoir augmenté de 6,1 pour cent en 1995, la production agricole est tombée de 4,6 pour cent en 1996). Elle a été particulièrement forte en Bulgarie, en Roumanie, en République fédérale de Yougoslavie et en Pologne. Dans la CEI, la production agricole totale est restée pratiquement au même niveau qu'en 1995, mais les tendances divergent selon les républiques: on estime que la production animale et végétale a recommencé à augmenter pour la première fois depuis de début du processus de réforme en Fédération de Russie (+3,8 pour cent) et au Kazakstan (+1,5 pour cent), tandis qu'en Ukraine elle a continué à baisser, mais à un rythme plus modéré (-1,1 pour cent).

7. Parmi les régions en développement, la performance de l'Afrique est particulièrement encourageante. La production végétale et animale du continent africain a augmenté de 7,5 pour cent. Ce bond est dû essentiellement aux excellents résultats enregistrés en Afrique du Nord, mais la croissance s'est aussi accélérée en Afrique subsaharienne, où elle a atteint 4,2 pour cent, contre 3 pour cent en 1995 et 2,3 pour cent en 1994. La grande majorité des pays de la région y ont participé à des degrés divers, mais elle a été particulièrement vigoureuse en Angola (+9 pour cent), en Mauritanie (+9 pour cent), au Mozambique (+16 pour cent), au Soudan (+11 pour cent) et en Ethiopie (+7 pour cent) et plus encore dans plusieurs pays d'Afrique australe où, après la chute catastrophique de l'année précédente, des conditions météorologiques plus favorables ont permis un rétablissement spectaculaire: le taux de croissance a atteint 22 pour cent au Lesotho, 11 pour cent au Swaziland, 18 pour cent en Zambie, 16 pour cent au Botswana, 7 pour cent au Malawi et 42 pour cent au Zimbabwe.

9. Dans la région Asie et Pacifique, le taux de croissance de la production, qui était proche de 6 pour cent depuis trois ans, est tombé en 1996 à 2,4 pour cent. Ce ralentissement est imputable en grande partie à la Chine, où la production végétale et animale n'a augmenté que de 3,4 pour cent, le taux le plus bas qui ait été enregistré depuis 1989. La croissance a également beaucoup ralenti en Inde: elle n'a pas dépassé 0,5 pour cent. L'année a aussi été mauvaise aux Philippines, où la production végétale et animale est restée pratiquement stationnaire et au Pakistan, où elle a diminué après plusieurs années de croissance soutenue. Les résultats ont été meilleurs en Indonésie, au Cambodge, en Malaisie, en Thaïlande et au Viet Nam et surtout au Myanmar, où la production a augmenté de plus de 9 pour cent.

11. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance de la production agricole a un peu ralenti en 1996: elle n'a pas dépassé 3,2 pour cent, contre 4,4 pour cent en 1995 et 4,9 pour cent en 1994. Elle est toutefois restée plus rapide que la croissance démographique si bien que la production agricole par habitant, qui avait stagné pendant toutes les années 80 et au début des années 90, a augmenté pour la troisième année de suite: la reprise de l'agriculture dans la région se confirme donc. Les premiers chiffres de 1996 indiquent que la Colombie et le Venezuela sont les seuls grands pays de la région où la production ait baissé; elle aurait au contraire augmenté, tant en volume absolu que par habitant, au Brésil, au Mexique, en Argentine, au Pérou, au Chili, à Cuba et en Equateur.

13. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la production végétale et animale a progressé de 5,1 pour cent après plusieurs années de croissance paresseuse. Ce progrès est principalement dû aux pays du Maghreb, où les conditions météorologiques se sont beaucoup améliorées. En particulier, la production a fait un bond de près de 50 pour cent au Maroc et en Tunisie, qui a fait plus que compenser la forte baisse provoquée par la sécheresse en 1995. Elle a aussi beaucoup progressé en Algérie (+12 pour cent), où elle avait déjà augmenté de 15 pour cent en 1995. La Syrie, poursuivant sur la lancée des deux années précédentes, a encore affiché un excellent taux de croissance (+8 pour cent) de même que la Jordanie (+9 pour cent). La croissance a été plus modeste en République islamique d'Iran (+1,9 pour cent) et en Turquie (+1,2 pour cent) et elle a plafonné en Egypte après le bond de 7,4 pour cent enregistré en 1995. En Iraq, où elle baissait depuis deux ans, elle a encore perdu quelque 3,6 pour cent en 1996.

B. PENURIES ALIMENTAIRES ET SITUATIONS D'URGENCE

15. Au milieu de 1997, pas moins de 29 pays ont besoin d'aide alimentaire exceptionnelle ou d'urgence à cause de pénuries aiguës. Plus de la moitié d'entre eux sont situés en Afrique subsaharienne où, bien que la production ait remonté dans plusieurs pays en 1996, des millions de victimes de catastrophes naturelles ou dues à l'action de l'homme ont encore besoin d'un volume considérable de secours d'urgence.

17. En Afrique de l'Est, bien que la récolte de la campagne principale ait été bonne en 1996, de vastes groupes de population souffrent de la disette parce que la campagne secondaire a été catastrophique. Des secours alimentaires d'urgence restent nécessaires dans l'est et le nord-est du *Kenya*, dans les régions d'élevage nomade du sud de l'*Ethiopie*, dans le nord de la *Tanzanie*, dans l'est de l'*Ouganda* et en *Somalie*, ainsi qu'en *Erythrée* où la récolte céréalière de 1996 a été de 29 pour cent inférieure à la moyenne. Au *Burundi*, bien que l'embargo ait été récemment en partie levé, la plupart des produits alimentaires sont encore rares. Au *Rwanda*, le retour massif des réfugiés et la grave détérioration de la sécurité dans les zones limitrophes de la *République démocratique du Congo (ex-Zaire)* ont encore aggravé la précarité des approvisionnements alimentaires. Au *Soudan*, où la situation d'ensemble est satisfaisante, il n'en reste pas moins nécessaire de surveiller de près plusieurs régions du Darfour et du Kordofan, où la récolte de céréales a baissé pour la deuxième année de suite, et de préparer des plans de secours alimentaires. En outre, les Etats du sud du pays, déchirés par la longue guerre civile, ont eux aussi besoin d'aide alimentaire.

19. En Afrique de l'Ouest, bien que la récolte de 1996 ait été égale ou supérieure à la moyenne dans les principaux pays producteurs, on signale des pénuries localisées au *Tchad*, en *Mauritanie* et au *Niger* dans des zones où la récolte a été mauvaise et où les revenus sont insuffisants. Les pluies de 1997 ont commencé à la date normale ou même un peu plus tôt dans l'ouest du Sahel. Au *Libéria*, les approvisionnements alimentaires restent précaires après plusieurs années de guerre civile, et en *Sierra Leone*, la situation s'est beaucoup dégradée après les soulèvements récents. Ces deux pays ont encore besoin d'aide alimentaire.

21. En Afrique centrale, les approvisionnements alimentaires restent précaires dans l'est de la *République démocratique du Congo* où des dizaines de milliers de réfugiés rwandais en cours de rapatriement avec l'aide des organismes de secours sont dans une situation de famine. En *République du Congo*, le ravitaillement de la population de Brazzaville et des réfugiés de la République démocratique du Congo est compromis par les troubles politiques.

23. En Afrique australe, la récolte céréalière de 1997 devrait être proche de la moyenne, mais bien inférieure à celle de l'an dernier. Toutefois, l'*Angola* et le *Lesotho*, où la production a beaucoup souffert des pluies inférieures à la moyenne et de la réduction des superficies ensemencées, auront besoin d'un volume considérable d'aide alimentaire. Au *Mozambique*, bien que la production de céréales secondaires ait augmenté de 11 pour cent, 172 000 personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate, en particulier dans les régions centrales, où les cultures ont été détruites par des inondations.

25. En *Afghanistan*, les activités agricoles sont encore entravées dans tout le pays par le manque d'intrants, la dégradation des réseaux d'irrigation et l'insécurité. Les personnes déplacées et les indigents continueront d'avoir besoin d'aide alimentaire pendant encore un certain temps. En *Iraq*, les déficits pluviométriques signalés partout dans le pays, le manque d'intrants et les infestations de ravageurs font craindre pour la récolte de la campagne d'hiver de 1996/97. L'application de l'accord "pétrole contre nourriture" devrait améliorer la situation, mais le pays a besoin de plus de produits alimentaires.

27. En *République démocratique populaire de Corée*, la situation alimentaire continue à se détériorer et les perspectives pour 1997 sont sombres. Après deux années consécutives de graves inondations, les disponibilités intérieures de riz et de maïs sont insuffisantes et le pays doit importer d'urgence beaucoup de produits alimentaires et d'engrais pour prévenir des souffrances humaines. En *Mongolie*, la production de céréales (principalement de blé) a baissé en 1996 pour la cinquième année de suite. Les disponibilités céréalières intérieures ont diminué et la sécurité alimentaire s'est encore dégradée faute de moyens pour importer suffisamment de céréales.

29. Au *Laos*, où la faiblesse et l'irrégularité des pluies en juin et juillet 1996 avaient retardé le repiquage du riz, le développement des plants a souffert; en outre, de vastes zones de rizières des plaines centrales et méridionales ont été inondées par les cyclones. Une assistance alimentaire d'urgence est nécessaire pour secourir 420 000 des victimes les plus vulnérables des inondations. Au *Sri Lanka*, les pluies de la campagne Maha de 1996/97 ont été peu abondantes et capricieuses et les superficies ensemencées ont été aussi réduites que lors de la sécheresse de 1995. Dans le nord du pays, les activités agricoles normales ont été perturbées par la guerre civile et la sécheresse.

31. En *Haïti*, les approvisionnements alimentaires se sont améliorés dans la majeure partie du pays, mais environ 120 000 personnes connaissent de graves problèmes dans le département du nord-ouest où près de 70 pour cent de la récolte a été détruite par une sécheresse prolongée. On estime qu'au total 350 000 Haïtiens auront besoin d'aide alimentaire.

33. En *Bosnie-Herzégovine*, les approvisionnements se sont améliorés à la suite de la cessation des hostilités mais le manque de pouvoir d'achat continue de limiter l'accès aux vivres. Les besoins d'aide alimentaire pour 1997/98 sont estimés à 119 000 tonnes. En *Arménie* et en *Géorgie*, la situation a continué à s'améliorer grâce aux bonnes pluies de printemps, à l'utilisation accrue d'engrais et à un meilleur approvisionnement en carburant. Toutefois, les populations vulnérables ont encore besoin d'assistance alimentaire. En *Azerbaïdjan*, la production alimentaire devrait remonter quelque peu en 1997, mais beaucoup de personnes vulnérables ont besoin d'une aide alimentaire ciblée. Au *Tadjikistan*, la situation alimentaire reste précaire et plus de 600 000 personnes ont besoin de secours.

C. DISPONIBILITES CEREALIERES MONDIALES: BILAN ET PERSPECTIVES

35. La production céréalière mondiale de 1996, en hausse d'environ 8,5 pour cent, est estimée à 1 872 millions de tonnes (y compris le paddy en équivalent riz usiné). L'accroissement consiste principalement en céréales secondaires, dont la production a augmenté particulièrement aux Etats-Unis, mais la production de blé et de riz a aussi beaucoup progressé. Le bond de près de 8 pour cent de la production mondiale de blé est dû au volume record engrangé dans les principaux pays exportateurs, mais la récolte a aussi été bonne dans les pays en développement. La production de riz, en hausse d'environ 2 pour cent, a atteint en 1996 un niveau record.

37. Au milieu de 1997, on prévoyait que les stocks, qui étaient plutôt bas à l'ouverture des campagnes 1996-1997, atteindraient en fin de campagne 281 millions de tonnes, soit une progression de 9 pour cent. Le volume global des stocks de report détenus par les principaux pays exportateurs devrait augmenter pour la première fois depuis trois ans et s'approcher de 36 pour cent du total mondial, contre 28 pour cent en début de campagne. Globalement, les stocks de fin de campagne représenteraient un peu plus de 15 pour cent de l'utilisation prévue de 1997/98; c'est un point de mieux que l'an dernier, mais c'est toujours moins que les 17 à 18 pour cent que le Secrétariat de la FAO juge nécessaires pour garantir la sécurité alimentaire mondiale.

39. Les premières estimations de la récolte céréalière de 1997 laissent espérer que la production continuera à dépasser le niveau tendanciel, atteignant 1 887 millions de tonnes (y compris le paddy en équivalent riz usiné). La production de blé, bien qu'en léger retrait par rapport à l'an dernier, devrait rester pour la deuxième année de suite au-dessus du niveau tendanciel, s'établissant à 583 millions de tonnes. La production mondiale de céréales secondaires, en hausse de 2 pour cent, devrait atteindre 926 millions de tonnes en 1997, dépassant le niveau tendanciel pour la deuxième année de suite. L'accroissement sera concentré en Amérique du Nord et du Sud, mais la production remontera aussi dans la CEI après la baisse de l'an dernier. La production de paddy pourrait rester pratiquement au même niveau qu'en 1995 - environ 562 millions de tonnes (équivalant à 377 millions de tonnes de riz usiné).

41. Selon les prévisions actuelles, la production céréalière devrait suffire pour satisfaire les besoins de 1997/98 et permettre pour la deuxième année de suite une modeste reconstitution des stocks sur lesquels on avait beaucoup tiré en 1995/96. Toutefois, le ratio stocks/utilisation ne dépassera sans doute pas 16 pour cent, ce qui est inférieur au niveau minimum de sécurité estimé par la FAO.

D. ASSISTANCE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE

43. Les engagements des donateurs bilatéraux et multilatéraux en faveur de l'agriculture¹ se sont élevés en 1995 à 10 312 millions de dollars, soit à peine moins que les 10 345 millions de 1994. Toutefois, en valeur réelle, ce chiffre représente une baisse de 8,6 pour cent, qui s'inscrit dans la tendance générale à la réduction de l'aide extérieure au secteur agricole.² Aux prix de 1990, l'assistance a baissé de 21,2 pour cent entre 1991 et 1995 (tombant de 12 113 millions de dollars à 9 549). Sa part dans le financement du développement n'est plus que de 10 pour cent ces dernières années contre 13 pour cent en 1990.

45. C'est principalement l'aide multilatérale qui a diminué en 1995. En particulier, les engagements du Fonds international de développement agricole (FIDA) ont baissé de 36 pour cent et ceux des Banques africaine et asiatique de développement ont chuté de pas moins de 60 pour cent en valeur réelle. En revanche, la valeur réelle des engagements de la Banque mondiale est restée pratiquement inchangée.

47. Les engagements bilatéraux totaux sont passés de 3 792 millions de dollars en 1994 à 4 515 millions en 1995, soit une hausse de 9,2 pour cent en valeur réelle; ils proviennent pour moitié du Japon, dont les engagements ont augmenté de 48 pour cent par rapport à l'an dernier et qui se classe au premier rang des donateurs du Comité d'aide au développement, suivi (en 1995) par l'Allemagne, puis les Pays-Bas, les Etats-Unis et la France.

49. Pour 1996, on ne connaît les montants des prêts au secteur agricole que pour la BIRD et l'IDA: leur assistance au développement rural est tombée à 2 577 millions de dollars en 1996 (contre 2 752 millions en 1995).

51. On note une forte progression des engagements en faveur de l'environnement (passés de 139 millions de dollars en 1994 à 1 465 millions en 1995) ainsi que du développement rural (de 875 à 1 678 millions).

53. Dans la répartition de l'assistance entre les régions, l'Afrique et l'Asie, tout en conservant la part du lion, ont perdu un peu de terrain tandis que l'Amérique latine et les pays en transition ont reçu plus d'assistance que l'année dernière. La part de ces derniers n'a cessé d'augmenter, passant de 1,4 pour cent du montant total de l'assistance à l'agriculture en 1991 à 5 pour cent en 1995. Toutefois, c'est l'Amérique latine qui a reçu le plus d'assistance par rural; viennent ensuite l'Afrique et l'Asie.

E. FLUX D'AIDE ALIMENTAIRE

55. En mai 1997, on prévoyait que les expéditions totales d'aide alimentaire - aide-programme, aide-projet et secours d'urgence - atteindraient 7,5 millions de tonnes en 1996/97 (juillet/juin), soit à peu près autant qu'en 1995/96 et plus de 2 millions de tonnes de plus que le minimum de 5,35 millions de tonnes convenu dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1995. Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) devraient recevoir quelque 5,9 millions de tonnes, soit à peu près autant qu'en 1995/96, dont quelque 2,5 millions de tonnes seraient destinées aux pays d'Afrique subsaharienne.

57. Quelque 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire non céréalière ont été expédiées entre janvier et décembre 1995, soit environ 460 000 tonnes ou 28 pour cent de moins qu'en 1994. La

¹ Selon l'usage général, l'agriculture au sens large comprend l'agriculture proprement dite, les forêts, les pêches, les terres et les eaux, les agro-industries, l'environnement, la fabrication d'intrants et de machines agricoles, le développement régional et l'aménagement des bassins hydrographiques et le développement rural.

² Le déflateur utilisé est l'indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés des pays en développement.

réduction, qui porte principalement sur l'huile végétale et les légumes secs, a touché surtout l'Afrique et les pays d'Europe de l'Est et de la CEI.

59. Les contributions en céréales à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) du Programme alimentaire mondial (PAM) sont tombées à 849 000 tonnes en 1996 contre 908 000 en 1995; les contributions en denrées autres que les céréales ont elles aussi baissé, tombant de 238 000 à 198 000 tonnes. Les contributions destinées aux interventions prolongées en faveur de réfugiés (IPR), elles aussi gérées par le PAM, ont aussi diminué, tombant à 495 000 tonnes de céréales et 85 000 tonnes d'autres produits, contre 535 000 tonnes et 58 000 tonnes en 1995.

F. COURS INTERNATIONAUX DES PRODUITS AGRICOLES

61. En juin 1997, les cours internationaux du **blé** et du **maïs**, qui avaient culminé pendant la campagne 1995/96, ont baissé respectivement de 40 et de 43 pour cent parce que la production a remonté presque partout, particulièrement dans les principaux pays importateurs. Ils sont ainsi retombés à peu près au niveau moyen de 1994. Pendant la campagne de commercialisation 1997/98, en l'absence d'une augmentation notable de la demande d'importation, les cours du blé resteront déprimés et, de même qu'en 1996/97, ils tendront à devenir plus instables en fin de campagne à cause de l'exiguïté relative des stocks. Les prix du maïs baisseront encore plus que ceux du blé parce que la demande restera morose sur le marché international tandis que la concurrence entre les grands pays exportateurs, dont les disponibilités sont considérables, pourrait s'intensifier.

63. Après deux ans d'échanges particulièrement dynamiques, la demande mondiale d'importation de **riz** a fléchi et, pendant le premier semestre de 1997, les prix étaient plus bas qu'un an plus tôt. La baisse de prix a été particulièrement marquée pour les qualités inférieures parce que la demande s'est déplacée vers des riz de meilleure qualité, dont le cours a relativement mieux tenu.

65. La baisse des prix des **matières grasses** s'est accélérée pendant la campagne de commercialisation de 1995/96; le prix mensuel moyen FAO des matières grasses a baissé de près de 10 pour cent par rapport à la campagne précédente. Les prix sont toutefois restés relativement élevés par rapport aux tendances passées. Leur baisse est due essentiellement à la reconstitution des stocks et à la bonne récolte de graines oléagineuses, dont les effets n'ont pas été compensés par la hausse du prix des huiles de coco et de palmiste qui a continué tout au long de la saison à cause d'une pénurie relative. La baisse a beaucoup ralenti depuis le début de la campagne 1996/97 et les prix des huiles fluides ont même un peu augmenté parce que la demande a repris sur certains marchés. Cette tendance se maintiendra probablement jusqu'à la fin de la campagne, mais pas assez pour que le prix moyen de campagne soit beaucoup plus élevé que celui de 1995/96.

67. Le phénomène totalement nouveau qui a été observé l'an dernier s'est reproduit cette année: les prix des **tourteaux d'oléagineux** et ceux des matières grasses ont évolué dans des directions opposées. Ainsi, pendant la campagne 1995/96, la chute de la production mondiale qui a coïncidé avec une augmentation de la demande de tourteaux d'oléagineux s'est traduite par une forte baisse des stocks qui a fait monter les prix d'environ 38 pour cent par rapport au niveau de 1994/95, mais il semble que la hausse du prix moyen mensuel des tourteaux ait beaucoup ralenti depuis le début de campagne.

69. Le cours mondial du **sucre** tend à baisser depuis le début de 1995 parce que les récoltes ont été bonnes et que les stocks ont augmenté. La baisse a toutefois été freinée par deux facteurs: l'offre de sucre blanc de grande qualité, notamment dans la CE, est restée limitée et l'Inde a utilisé une bonne partie de ses excédents pour reconstituer ses stocks au lieu de les

exporter. Cependant, comme la consommation ne devrait pas beaucoup augmenter, il y aura encore des excédents qui continueront de peser sur les prix en 1997.

71. Les prix du **café** ont continué à baisser en 1996 malgré le programme de limitation des exportations auquel s'étaient astreints les producteurs. Dans le dessein de faire remonter le cours à terme du café à la bourse de New York à 180 cents des Etats-Unis la livre, l'Association des pays producteurs de café a décidé en juillet 1995 de limiter les exportations de café vert à 3,6 millions de tonnes entre le milieu de 1995 et le milieu de 1996, ce qui est environ 8 pour cent de moins que le volume exporté pendant les 12 mois précédents. L'objectif n'a pas été atteint, mais ce programme a probablement freiné la baisse des prix. Les efforts que fait l'Association pour aligner l'offre sur la consommation devraient favoriser en 1997 un raffermissement des prix, que pourrait accélérer encore la chute probable de la production brésilienne, qui a souffert du gel. En mai 1997, les prix dépassaient déjà de 77 pour cent le niveau moyen de 1996, mais ils ont fléchi depuis.

73. Le cours mondial du **cacao** est resté relativement ferme en 1996. La consommation mondiale (volume de fèves broyées), en hausse de 6 pour cent (ce qui est le taux le plus élevé qui ait été enregistré depuis dix ans), a atteint 2,7 millions de tonnes en 1995/96. Tous les grands pays consommateurs ont participé à cette augmentation, mais elle a été particulièrement forte aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. La croissance de la consommation devrait ralentir en 1996/97.

75. Les cours mondiaux du **thé** se sont beaucoup raffermis en 1996, principalement à cause de l'accroissement de la demande en Fédération de Russie: le prix moyen de toutes les qualités de thé à Londres, en hausse de 8 pour cent, a atteint 1,76 dollar le kg. Le cours a continué à monter pendant les cinq premiers mois de 1997 parce qu'il est peu probable que la production mondiale atteigne en 1997 le niveau record de 1996. Toutefois, il pourrait de nouveau tendre à baisser après 1997 parce que la demande augmente lentement dans les pays importateurs et que l'offre potentielle des principaux pays exportateurs est considérable.

77. Le cours mondial du **coton** s'établissait en avril 1997 à 80,5 cents des Etats-Unis la livre, soit 2 cents de moins que la moyenne de 1996 et près d'un tiers de moins que le niveau record de 110 cents la livre atteint au début de 1995. Le Comité consultatif international du coton (CCIC) prévoit que cette chute des prix fera baisser de 6 pour cent la production, qui ne devrait pas dépasser 18,7 millions de tonnes en 1996/97.

G. PRODUITS DE LA PECHE: CAPTURES, UTILISATIONS ET ECHANGES

79. L'offre de produits de la pêche a beaucoup augmenté ces dernières années; elle a atteint 110,5 millions de tonnes en 1994 et un niveau record, estimé à 112,9 millions de tonnes, en 1995, dernière année pour laquelle on dispose de données complètes. Cette progression est due principalement à la poursuite de l'expansion rapide de la production aquacole, particulièrement en Chine, et à la forte expansion des stocks exploitables, très fluctuants, d'espèces pélagiques au large de la côte occidentale de l'Amérique du Sud. La production de farine de poisson et l'offre de produits de la pêche pour la consommation humaine ont ainsi atteint des niveaux record.

81. La production globale du secteur de la pêche dans les pays en développement a continué à augmenter en 1995, mais à un rythme moins rapide (2,6 pour cent) que les années précédentes. Entre 1990 et 1995, la production des pays en développement a augmenté de 39 pour cent et celle des pays développés a baissé de 18 pour cent. La part des premiers dans la production halieutique totale est ainsi passée de 58 à 70 pour cent.

83. La production de la pêche de capture (quantités débarquées) s'est maintenue en 1995 à peu près au même niveau qu'en 1994: environ 92 millions de tonnes. Selon des chiffres provisoires, la production aquacole totale (en mer et en eau douce) aurait atteint 20,9 millions de tonnes en 1995 contre 18,4 millions en 1994.

85. La croissance rapide de la production aquacole tient à l'expansion accélérée des élevages de diverses espèces de carpes, particulièrement en Asie. Cinq pays d'Asie (Chine, Inde, Japon, République de Corée et Philippines) sont à l'origine de 80 pour cent du volume de la production aquacole de 1995.

87. Sur une production halieutique totale estimée à 112,9 millions de tonnes en 1995, 31,8 millions de tonnes ont été utilisées pour fabriquer de la farine de poisson. La quantité de produits de la pêche disponibles pour la consommation humaine directe en 1995 est estimée à 81,1 millions de tonnes, soit 5,3 millions de plus qu'en 1994. La disponibilité moyenne par habitant de produits de la pêche destinés à l'alimentation directe a augmenté, passant à 14,3 kg.

89. La valeur des échanges mondiaux de produits de la pêche continue d'augmenter: elle est passée de 17 milliards de dollars en 1985 à 35,7 milliards en 1990 et 47,4 milliards en 1994. L'essor de 1994 est principalement dû à des produits de faible valeur comme la farine de poisson. Selon les chiffres préliminaires de 1995, la valeur des échanges a atteint 51,7 milliards de dollars en 1995 essentiellement grâce à la hausse des prix.

H. PRODUCTION ET COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS

91. La croissance de la production mondiale de papier et carton, qui se poursuivait sans interruption depuis 1983, a cessé en 1996. Pendant la majeure partie de l'année, le fléchissement de la demande de papier et l'accroissement de la capacité industrielle ont fait apparaître sur les principaux marchés une pléthore de pâte et de papier.

93. La contraction de la production de papier et carton, qui est tombée de 286 millions de tonnes en 1995 à 283 millions en 1996, est imputable aux pays développés (sauf les Etats-Unis et surtout le Japon, où la production a un peu augmenté). Dans les pays en développement au contraire, on estime que la production a augmenté d'environ 8 pour cent. Comme les années précédentes, c'est en Extrême-Orient et en Asie du Sud-Est que la croissance a été la plus forte.

95. Les prix de la pâte et du papier, qui avaient atteint un niveau record en octobre 1995, ont beaucoup baissé en 1996 mais ils ont commencé à se stabiliser vers la fin de l'année, quand des signes de reprise sont apparus sur les principaux marchés. L'effondrement du cours de la pâte et du papier a fait chuter la valeur totale des échanges de produits forestiers d'environ 14 pour cent et celle des échanges de pâte, de papier et de carton de 22 pour cent.

97. Selon les estimations, la production mondiale de bois rond s'est maintenue en 1996 au niveau modeste de 1995: quelque 3,4 milliards de mètres cubes. La production de bois de feu a augmenté de 2 pour cent et celle de bois d'oeuvre et d'industrie a baissé d'autant. Dans les pays développés, les quantités enlevées de bois à pâte ont chuté de 6 pour cent du fait de la faiblesse de la demande du secteur européen de la pâte. La production mondiale de grumes de résineux a aussi baissé, mais dans une moindre mesure.

99. Selon les estimations, la production de grumes de bois tropicaux se serait maintenue au même niveau que l'an dernier. Beaucoup de pays tropicaux ont adopté des mesures de restriction de l'exploitation et d'interdiction des exportations de grumes pour protéger leurs forêts naturelles.

II. LE POINT SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

101. Faisant le bilan de la sécurité alimentaire mondiale, la sixième Enquête mondiale sur l'alimentation,³ publiée lors du Sommet mondial de l'alimentation, concluait que des progrès remarquables avaient été accomplis depuis 20 ans. Le pourcentage de la population mondiale qui n'avait pas accès à une alimentation suffisante était en effet tombé à 20 pour cent en 1990-1992, contre 35 pour cent 20 ans plus tôt. Bien plus, leur nombre absolu était tombé de 918 millions en 1969-1971 à 906 millions en 1979-1981 et 841 millions en 1990-1992. Cependant, c'est encore beaucoup trop, comme l'ont énergiquement souligné les participants au Sommet; cela veut dire qu'un cinquième des habitants du tiers monde n'avaient pas assez à manger en 1990-1992.

103. Il est difficile d'actualiser ce bilan parce que les données sont insuffisantes pour beaucoup de pays. En outre, il faut interpréter avec prudence les fluctuations à court terme des indicateurs de la sécurité alimentaire car elles peuvent être dues à des facteurs passagers sans grande incidence sur l'évolution de la sécurité alimentaire des pays. Toutefois, les dernières données disponibles font apparaître certaines tendances dont on peut dégager des conclusions provisoires.

105. Le tableau 1 présente des indicateurs des disponibilités alimentaires, de la stabilité des approvisionnements et de l'accès aux vivres dans six groupes de pays en développement classés selon les disponibilités énergétiques alimentaires moyennes en 1993-1995 (DEA). Les chiffres montrent avec évidence que les divers indicateurs sont corrélés. En particulier, plus les revenus moyens (colonne 11) sont élevés, plus faible est l'incidence de la sous-alimentation (colonne 6) et plus forte la capacité de financement des importations alimentaires (colonnes 13, 14, 15 et 16). Les principales conclusions qui se dégagent de ces chiffres sont résumées ci-après.

107. La plupart des indicateurs de la sécurité alimentaire mondiale font apparaître que l'écart entre les pays où la **disponibilité énergétique alimentaire** moyenne par habitant est déjà relativement élevée et ceux où elle est insuffisante ne fait qu'augmenter. La DEA a en effet baissé entre 1989-1991 et 1993-1995 dans les pays où elle était déjà très basse tandis qu'elle a sensiblement augmenté dans ceux où elle était relativement élevée. Dans les 20 pays où elle était la plus basse en 1989-1991, elle est tombée de 1 941 kilocalories à 1 853 entre 1989-1991 et 1993-1995, ce qui indique que l'insécurité alimentaire s'est encore aggravée et touche un plus grand nombre de personnes. Heureusement, les pays où la DEA a augmenté sont parmi les plus peuplés de chaque région: l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique en Amérique latine/Caraïbes, le Nigéria en Afrique, la Chine, l'Inde et l'Indonésie en Asie, et l'Egypte, l'Iran, le Maroc, la République arabe syrienne et la Turquie au Proche-Orient.

109. Alors qu'il y avait en 1989-1991 14 pays dans lesquels la DEA était inférieure à 2 000 kilocalories, il y en avait 20 en 1993-1995, ce qui montre bien que la situation s'aggrave encore dans les pays les plus mal lotis. Bien plus, au moins deux de ces pays (Mongolie et Togo) avaient en 1989-1991 une DEA supérieure à 2 200 kilocalories. La DEA s'est améliorée dans quelques pays, mais le Rwanda est le seul qui ait franchi le seuil des 2 000 kilocalories. Toutefois, si l'on disposait de données plus récentes pour ce pays, elles feraient probablement ressortir une nette détérioration due à la guerre civile et à l'effondrement de la production et des échanges.

111. La corrélation étroite qui existe entre la production intérieure et la DEA est confirmée par le fait qu'entre 1991 et 1996, c'est dans les pays où la DEA était déjà élevée que la **production alimentaire par habitant** a le plus augmenté. Les taux de croissance de la

³ FAO, Sixième Enquête mondiale sur l'alimentation, Rome, 1996.

production vivrière ont été particulièrement hauts dans les pays où la DEA dépasse 3 000 kilocalories (en tête desquels se classent les pays d'Afrique du Nord, à l'exception de la Jamahiriya arabe libyenne) et modérés dans ceux où elle est comprise entre 2 500 et 3 000 kilocalories (toutefois, la production vivrière par habitant a beaucoup augmenté en Chine, au Ghana et au Myanmar). En revanche, on n'observe aucun progrès et on note même une certaine détérioration dans les pays où la DEA est inférieure à 2 000 kilocalories. Sur les 20 pays appartenant à cette classe, la production vivrière par habitant n'a sensiblement augmenté entre 1991 et 1996 qu'en Ethiopie et, dans une moindre mesure, en Angola, au Cambodge, au Tchad, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe.

113. C'est dans les pays où la DEA dépassait 2 500 kilocalories que le **PIB par habitant** a le plus augmenté. Parmi les pays où la DEA est supérieure à 3 000 kilocalories, les revenus par habitant ont beaucoup augmenté en 1990-1992 et 1993-1995 en Argentine, en République de Corée et en République arabe syrienne. La croissance a aussi été forte dans les pays d'Asie où la DEA est comprise entre 2 500 et 3 000 kilocalories tels que la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam. Parmi les pays où l'expansion économique est rapide et la DEA relativement élevée, on peut également citer le Chili, le Panama et l'Uruguay. Au contraire, le PIB par habitant a baissé dans les pays où la DEA était la plus basse. Cette baisse a été particulièrement dramatique en Haïti, en Angola, en Mongolie et en Sierra Leone, mais les revenus par habitant ont baissé ou stagné dans tous les autres pays où la ration est inférieure à 2 000 kilocalories par jour, sauf le Mozambique et le Cambodge. Le cas de l'Afghanistan est particulièrement inquiétant car c'est le pays du monde où la consommation alimentaire est le plus faible (1 456 kilocalories par jour et par habitant entre 1993 et 1995, soit 24 pour cent de moins qu'en 1989-1991); la production vivrière par habitant y a encore beaucoup baissé entre 1991 et 1995 pour s'effondrer en 1996 sous l'effet de la guerre civile, des vastes mouvements de population qu'elle a entraînés et de la pénurie d'intrants due au manque de devises, celles-ci étant utilisées pour importer les vivres nécessaires à la consommation courante.

115. Les indicateurs du **poids financier des importations alimentaires** (ratios importations alimentaires/importations totales et importations alimentaires/exportations totales) font apparaître une tendance tout aussi désastreuse. Non seulement les importations alimentaires constituent une importante proportion des échanges des pays où la DEA est basse (plus de la moitié de la valeur des exportations totales dans les pays où elle était inférieure à 2 000 kilocalories ces dernières années) mais leur poids relatif semble augmenter. Ces ratios sont au contraire restés relativement constants dans les pays où la DEA est plus élevée. Dans plusieurs pays où elle est inférieure au seuil de 2 300 calories - notamment le Mozambique, Haïti, les Comores, le Rwanda, la Gambie et la Sierra Leone - ainsi que dans quelques pays où elle est plus élevée, la valeur des importations alimentaires dépasse les recettes totales d'exportati cent par an entre 1991 et 1996 du fait des déplacements massifs de population et de la destruction des infrastructures économiques provoqués par la guerre. La détérioration de la sécurité alimentaire est principalement due à la guerre au Libéria et à l'effondrement des infrastructures économiques et administratives au Zaïre.

117. Même si l'écart s'est encore creusé depuis les années 90 entre les pays où les niveaux de sécurité alimentaire et de revenu sont les plus bas et ceux où ils sont les plus hauts, on observe ces toutes dernières années plusieurs faits encourageants, particulièrement en Afrique. Comme on l'a vu plus haut, la production végétale et animale de l'Afrique subsaharienne a marqué un progrès notable en 1995 et plus fort encore en 1996, auquel ont participé la plupart des pays de la région. De plus, la reprise économique qui s'était amorcée en 1994-1995 s'est étendue en 1996 et le PIB de la région a augmenté d'environ 5 pour cent, taux qui n'avait jamais été atteint dans la région depuis 20 ans.

Tableau 1. Indicateurs de la sécurité alimentaire dans les pays en développement par classe de DEA

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
Classe de DEA en 1993-1995	Nombre de pays	DEA (kilocalories par habitant et par jour)			Pourcentage de sous-alimentés dans la population, moyenne 1990-1992	Variation annuelle, en pourcentage, de la production vivrière par habitant				PIB réel par habitant (dollars EU de 1987)		Ratio importations alimentaires/exportations totales		Ratio importations alimentaires/importations totales	
		Moyenne 1989-1991	Moyenne 1993-1995	Variation en pourcentage entre 1989/91 et 1993/95		1994	1995	1996	Moyenne 1991-1996	1993-95	Taux moyen annuel de variation, 1990-1994	1989-91 %	1993-95 %	1989-91 %	1993-95 %
<2000	20	1941	1853	-4,5	52	-1,3	-1,4	3,1	0,0	343	-4,2	40	55	20	25
2001-2300	21	2213	2158	-2,5	34	0,3	-2,2	0,3	-0,6	603	0,5	36	44	15	16
2301-2500	22	2406	2397	-0,4	23	-0,1	2,2	-0,3	0,0	1573	-0,5	24	26	12	14
2501-2800	18	2548	2653	4,1	18	1,5	1,8	-0,1	1,2	1740	2,9	12	13	11	11
2801-3000	8	2787	2888	3,6	9	-0,1	0,5	1,3	1,0	4000	1,4	15	16	13	13
>3000	14	3135	3234	3,2	6	0,1	2,0	8,1	4,3	4736	2,5	19	19	11	11

Note: Ces indices sont établis au niveau des pays. Les chiffres relatifs à chaque groupe de pays sont donc des moyennes arithmétiques simples, dans lesquelles chaque pays a un poids égal. Des moyennes pondérées par la population auraient faussé le tableau, car quelques pays seulement représentent le gros de la population de chaque classe de pays. On notera toutefois que les pourcentages de sous-alimentés dans chaque groupe de pays qui figurent dans la colonne 6 sont très proches des moyennes pondérées par la population.

Source: FAO et Banque mondiale.

